SSOAR

Open Access Repository
www.ssoar.info

Activisme civique et protestation en Roumanie: soutien ou contestation du régime démocratique?

Dragoman, Dragoș

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:
Dragoman, D. (2011). Activisme civique et protestation en Roumanie: soutien ou contestation du régime démocratique? *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, *11*(3), 507-523. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446459

Nutzungsbedingungen:
Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de

Terms of use:
This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Comercial-NoDerivatives). For more Information see:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

gesis
Leibniz-Institut
für Sozialwissenschaften

Mitglied der
Leibniz-Gemeinschaft

Activisme civique et protestation en Roumanie
Soutien ou contestation du régime démocratique ?

DRAGOȘ DRAGOMAN

La participation politique a beaucoup changé dans les démocraties occidentales depuis trois décennies. Les nouvelles générations ont connu l'expérience de nouveaux modes de manifestation politique, à partir du simple vote et l'activisme en faveur des partis politiques et jusqu'aux manifestations de protestation, grèves et boycotts[1]. Les changements de l'activisme politique sont en accord avec les changements subis par les façons de vivre et les valeurs sociales dominantes, en accord avec le passage des valeurs matérielles à celles post-matérielles. Qu'en est-il de la participation politique dans les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, où l'activisme politique peut être lié autant au soutient du régime – par l'appartenance aux partis politiques et les activités civiques – qu'à la contestation du même régime – par des manifestations de protestation?

Dans cette recherche nous essayons d'identifier le type et l'intensité de la participation politique dans une société postcommuniste, comme celle roumaine. Premièrement, nous analyserons les types de participation. Dans le processus d'adaptation aux normes et valeurs européennes, il est possible que les changements sociaux aient déjà modifié les modèles habituels de participation, l'activisme politique passant en Roumanie aux nouveaux mouvements sociaux, sans attendre la consolidation des moyens plus traditionnels de participation, comme ce fut le cas des sociétés occidentales. Deuxièmement, nous étudierons plus en détail l'activité de protestation, pour voir s'il s'agit tout simplement d'une forme de participation, distincte à vrai dire, ou bel et bien d'une contestation de la légitimité du régime démocratique. La dispute sur ce sujet continue encore dans le débat occidental, mais la protestation est devenue aussi bien une réalité est-européenne. Nous voulons établir si les protestataires sont différents des autres participants, s'ils ne sont pas, par hasard, les plus mécontents de la transition et déjà prêts à renoncer au fonctionnement du nouveau régime démocratique. La découverte contredit cette hypothèse. Malgré les différences d'attitude et de valeurs face aux autres citoyens – situation remarquée aussi dans le cas occidental – l'activisme de protestation n'est pas une menace pour la légitimité démocratique. Il n'est que la transformation de la participation classique dans un contexte apolitique et d'aliénation citoyenne, après des décennies de dictature communiste.

Structure sociale et participation politique

Deux décennies après l'étude classique, Barnes renoue la discussion sur la participation politique, tenant compte cette fois des conditions de la démocratisation

[1] Samuel H. BARNES, Max KAASE et al., *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, Sage, Beverly Hills, 1979.

de l'Europe de l'Est[1]. Comme on le sait déjà, la participation politique est dominée par les conditions culturelles de la société, tout comme par les modèles de socialisation, les pressions sociales et économiques, l'usage ou la menace de la force. De cette façon, la participation est historiquement conditionnée plutôt par des hiérarchies et relations verticales, bureaucratie, respect de type patriarcal et direction charismatique, que par des débats électoraux, élections et réseaux horizontaux. Les relations verticales qui relient les électeurs sont tout premièrement bureaucratiques. Les nations modernes mêmes, affirme Barnes, sont les créations des bureaucraties civiles et militaires et ce sont avec elles que les citoyens eurent leurs premiers contacts, dans une période dominée par la bureaucratie comme expression de la modernité, selon Weber. Nombreux chercheurs de la genèse des États-nations et du nationalisme sont du même avis[2]. Même si les socialistes ont tenté une démocratisation de la mobilisation, elle est restée verticale – même dans les partis ouvriers – comme le constate Michels[3]. Le modèle vertical de la mobilisation dans la période moderne sera ensuite employé dans la mobilisation des citoyens pour la guerre et pour la construction de l'État totalitaire en Allemagne nazie, en Italie fasciste et en Union Soviétique.

Une autre forme de mobilisation verticale est le patronage. Il part d'une relation matérielle entre patron et client – spécifique aux sociétés agraires – mais perd ce caractère dans les sociétés modernes. Il prend ici une teinte de corruption, dans les conditions où les clients ne sont pas libres dans un marché, mais sont dépendants des biens et les services fournis en exclusivité par un patron sur un territoire donné. Les dommages à l'adresse de la démocratie sont tout spécialement liés à l'impossibilité de l'action collective, l'érosion du capital social et de la confiance, l'impossibilité des politiques publiques à long terme, à cause des relations rendues personnelles et matérielles. Robert Putnam arrive à des conclusions similaires lorsqu'il étudie la performance institutionnelle dans une democratie divisée en sous-unités territoriales à héritages et traditions historiques différentes, comme c'est le cas de l'Italie moderne[4].

Les conditions sociales en évolution – la démocratie électorale de masse, la prospérité économique et l'éducation supérieure – changent aussi les modes de participation. Le succès de la démocratie est inconcevable sans l'existence des relations horizontales. La transformation du pouvoir – à partir des ressources comme le revenu, l'éducation, la situation sociale, qui sont spécifiques aux élites – dans le pouvoir du plus grand nombre est le but-même de la mobilisation politique démocratique[5]. La mobilisation a été initialement sociale et a eu lieu au cadre des catégories larges, de classe ou éthno-linguistiques. Le développement de la structure sociale, le nombre accru des alternatives, a rendu nécessaire la création de loyautés envers des idéologies spécifiques, partis et mouvements sociaux. Cette mobilisation

---

[1] Samuel H. BARNES, «Perspectives on Political Action: A Review Twenty-five Years Later», ouvrage présenté à l'ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Suède, 2004.

[2] Charles TILLY, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, Princeton, 1975; Benedict ANDERSON, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, London, 1983; Ernest GELLNER, *Nations and Nationalism*, Cornell University Press, Ithaca, 1983.

[3] Robert MICHELS, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1971.

[4] Robert D. PUTNAM, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

[5] William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, Free Press, Glencoe, 1959.

est celle politique, chaque classe ou groupe éthno-linguistique ayant des alternatives politiques de mobilisation, dans le but de la naissance d'un attachement affectif, tout comme dans celui de l'apprentissage de la politique. C'est le contexte du passage à la société de masse à l'âge industriel.

Une nouvelle étape dans les processus de transformation de la mobilisation accompagne celui de transformation de la société industrielle[1]. Il s'agit de la mobilisation cognitive. Dans une époque où les citoyens sont plus éduqués, où la communication rend l'information plus accessible, l'identification partisane n'est plus obligatoire. Même si bien des gens restent attachés au système politique de façon traditionnelle, il y en a qui utilisent de plus en plus les réseaux denses d'associations volontaires et autre types de coopération informelle. La transformation est produite par le changement des priorités, paraît-il, en passant de celles matérielles à celles post-matérielles[2]. Ce qui autrefois était pleinement qualifié d'action politique non-conventionnelle est maintenant absolument naturel. Car à partir des années '70, la participation est divisée en conventionnelle et non-conventionnelle. D'un côté les gens étaient engagés dans des formes plus simples de participation, comme le vote ou l'appartenance à des partis politiques, ou il étaient impliqués dans des activités à buts communautaires dans les organisations secondaires (l'activisme civique). De l'autre côté ils s'exprimaient par des formes de protestation (signer une pétition, prendre part à un boycott, prendre part à des manifestations ou grèves illégales, occuper des bâtiments). Même si les partis continuent d'être des solutions alternatives pour créer des dirigeants politiques, selon Barnes, ils ne s'adressent plus au public comme ils le faisaient autrefois. Les partis ne s'appuient plus sur les volontaires pour faire la campagne dans les quartiers. Les mécanismes internes même sont pris par les volontaires, les dirigeants étant sous la pression des plus actifs (et radicaux) lorsqu'ils veulent s'adresser à un public de plus en plus centriste. Maintenant la télévision est le moyen favori de campagne, non pas les militants[3].

Les citoyens mobilisés cognitivement ont tendance à être des partisans moins intenses et forment moins leur orientation sous l'influence des partis. Nombreux sont les citoyens informés et intéressés par la politique et pourtant indépendants. Ils se conduisent plutôt selon leur intérêt que selon un programme politique arrêté. À leur tour, les associations volontaires deviennent de plus en plus professionnelles et bureaucratisées. L'activité de lobby et l'implication dans les débats de politiques publiques changent le sens de la participation, là où les associations réduisent l'activité des filiales et l'appartenance se borne au paiement de la cotisation.

La volonté de participer à la politique et de s'impliquer dans les problèmes de la société se traduit de nos jours dans des formes non-conventionnelles, comme la participation dans des réseaux non-hiérarchiques et informels, où les mobilisations sont sporadiques. Les pétitions envoyées par courrier électronique, les protestations spontanées, le boycott, tous sont des formes de participation où le rôle des idéologies

---

[1] Daniel BELL, *The Coming of Post-Industrial Society*, Basic Books, New York, 1973.

[2] Ronald INGLEHART, *Modernization and Postomodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*, Princeton University Press, Princeton, 1997.

[3] Pippa NORRIS, *A Virtuous Circle: Political Communications in Post-Industrial Democracies*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000; John BARTLE, Dylan GRIFFITH, *Political Communication Transformed: From Morrison to Mandelson*, Macmillan, Basingstoke, 2004.

structurées est pris par des motivations plutôt émotionnelles et personnelles[1]. Les nouvelles formes de participation abandonnent les structures organisationnelles (formelles et bureaucratiques) en faveur de contacts plus lâches, horizontaux, plus flexibles. Leur intérêt se déplace des problèmes institutionnels, comme les partis politiques, aux problèmes autrefois tenus pour privés, comme la consommation. Les formes de mobilisation changent aussi, étant de nos jours plus spontanées et irrégulières[2]. D'un côté, ces nouvelles formes de mobilisation accordent plus d'importance à la participation passive, à partir du moment où elles ne supposent plus un contact direct entre les membres, mais ils se contentent, par contre, de contacts électroniques et par média. De l'autre côté, elles demandent (davantage que celles conventionnelles) une sophistication politique et intellectuelle élevée, aussi que des ressources, du moment où elles peuvent s'exprimer par des donations d'argent ou par des formes plus coûteuses.

Le modèle occidental de la participation politique, nous rappelle Barnes, part de l'égalité électorale et légale, la conquête du pouvoir et pour aboutir à son utilisation dans le but de l'amélioration de la condition économique générale, c'est-à-dire la création de l'État-providence moderne. La situation des pays en transition est tout à fait différente. Les institutions politiques ont été créées après la chute du communisme sans appel à une mobilisation populaire significative[3]. En outre, le socialisme représentait d'une certaine façon même auparavant un système de large assistance. Barnes pense que dans la région fonctionne le revers du modèle occidental, c'est-à-dire bien-être, démocratie, pouvoir et organisation en vue de l'action politique. Les citoyens des nouvelles démocraties semblent suivre moins le modèle conventionnel de la mobilisation, que celui cognitif. Les partis politiques ne semblent pas avoir organisé des structures solides, implantées dans le territoire et n'établissent pas une liaison spéciale avec l'électorat. Ils s'adressent plutôt aux groupes spécifiques et ne s'occupent pas des politiques publiques. La télévision, le réseau informatique et une population éduquée rendent les anciennes structures de la mobilisation inutiles. Même si la participation dans les organisations secondaires est réduite, les nouvelles sociétés disposent de toute la série d'organisations développées en Europe occidentale. Il est vrai que toutes n'ont pas réussi à s'implanter localement et devenir autonomes du financement extérieur. Il est possible, conclut Barnes, que les nouvelles démocraties soient les témoins de la transformation profonde de la participation politique à l'âge informationnel, brûlant les étapes et s'ancrant directement dans les tendances actuelles du monde occidental.

La participation politique en Roumanie

Le but de la recherche est d'identifier l'intensité, le type et les composantes de la participation politique, autrement dit les agents mobilisateurs et les actions accomplies.

---

[1] Pippa NORRIS, «Democratic Phoenix: Agencies, Repertoires, and Targets of Political Activism», ouvrage présenté devant l'American Political Science Association, Boston, 2002.

[2] Dietlind STOLLE, Marc HOOGHE, «Emerging Repertoires of Political Action? A Review of the Debate on Participation Trends in Western Societies», ouvrage présenté à l'ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Suède, 2004.

[3] Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South Africa, and Post-Communist Europe*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1996.

Nous utilisons les données d'une enquête menée par Gallup Organization Romania à la demande de la Fondation pour une Société Ouverte (OSF) en novembre 2005[1]. Cette enquête fait partie d'une recherche plus large, World Values Survey (WVS) 2005-2006, qui a eu lieu en 50 pays, dont 17 européens. En même temps, elle fait partie d'une suite de recherches annuelles de la Fondation pour une Société Ouverte sous le nom de Baromètre d'Opinion Publique (BOP). L'échantillon utilisé à cette occasion est composé de 1776 personnes, âgées de 18 ans et davantage. Celui-ci est stratifié, probabiliste et il est représentatif pour la population adulte de Roumanie, ayant une erreur acceptée de ± 2,3%.

Comme nous avons déjà vu, Barnes et Kaase découvraient la distinction entre les activités civiques et celles de protestation au sein des sociétés occidentales[2]. La protestation continue d'être encore aujourd'hui une dimension distincte de la participation politique et n'a pas été assimilée à la longue aux autres types d'activités, comme l'appartenance aux syndicats ou aux partis[3]. Les choses sont pareilles en Roumanie, où la protestation, l'activisme civique et le vote sont des dimensions différentes de la participation (voir l'analyse factorielle au-dessous).

Tableau 1
Les dimensions de la participation

	Activisme civique	Protestation	Vote
Membres des…partis politiques	0,811		
…syndicats	0,739		
…organisations religieuses	0,685		
…organisations sportives	0,909		
…organisations artistiques, musicales	0,908		
…organisations écologiques	0,949		
…associations professionnelles	0,892		
…organisations humanitaires	0,930		
Signé une pétition		0,910	
Pris part à un boycott		0,860	
Pris part à des démonstrations légales		0,898	
Pris part aux dernières élections (2004)			0,999
% variance	49,085	19,815	8,345

Analyse factorielle (Principal Component Analysis). Méthode de rotation Varimax avec normalisation Kaiser (KMO = 0,921).

Si la typologie de la participation roumaine est identique à celle occidentale, le niveau de participation est néanmoins différent. Même si en Roumanie le niveau de participation aux élections est semblable à celui spécifique des pays occidentaux, le niveau de la participation non-conventionnelle et de l'activisme civique est bien plus

[1] BOP (Barometre d'Opinion Publique), http://www.osf.ro/ro/detalii_program.php?id_prog=18.

[2] Samuel H. BARNES, Max KAASE et al., *Political Action*…cit.

[3] Pippa NORRIS, «Democratic Phoenix…cit.».

bas. La faible activité civique est une constatation fréquente en ce qui concerne la Roumanie. Le tableau suivant présente la participation dans différentes associations volontaires. Elle est comprise entre 0,7% pour la participation dans des associations pour la protection de l'environnement et seulement 9,7% pour celle dans des associations religieuses. La moyenne de l'activisme civique est de 3,41%, comparée à celle de la protestation qui est de 4,26%.

Les citoyens participent dans des organisations secondaires pour trois raisons, parce qu'ils peuvent, parce qu'ils veulent ou puisqu'on leur à demandé de le faire[1]. Autrement dit, ce qui compte sont les ressources individuelles qui aident l'individu à participer, ses attitudes et ses motivations envers l'engagement civique, l'accès au réseau social qui mobilise des citoyens qui autrement seraient certainement inactifs. Prenant en compte les trois raisons, on peut facilement trouver dans l'héritage du communisme l'explication du niveau très bas de la participation. Le système communiste a détruit les trois éléments par le contrôle sévère des activités sociales. Le contrôle idéologique et la prise en charge permanente ont rendu les Roumains, tout comme nombreux autres citoyens de pays de la région, peu confiants dans la possibilité d'une action collective et méfiants dans leurs relations sociales. Les citoyens des pays de l'Europe de l'Est ont même développé une spécialisation des relations sociales. De cette façon, ils distinguaient nettement entre des relations fortes, de confiance (où ils discutaient des problèmes personnels et de la politique) et des relations faibles, d'approvisionnement avec des produits de nécessité dans la pénurie générale de l'économie socialiste[2]. Les conséquences de toute relation sociale hasardée étaient bien plus graves que dans les pays démocratiques occidentaux, d'où un niveau plus bas de confiance sociale et institutionnelle[3]. La confiance, à son tour, semble liée à la participation dans les organisations secondaires, au moins pour certains auteurs[4]. Le phénomène semble être spécifique aux sociétés occidentales aussi bien qu'aux nouvelles démocraties de l'Est[5]. D'autres chercheurs contestent cette relation, qui serait non seulement douteuse du point de vue théorique, mais aussi bien difficile à démontrer de point de vue empirique[6]. De toute façon, la confiance sociale enregistrée par les enquêtes en Roumanie est parmi les plus basses de la région[7].

---

[1] Gabriel BADESCU, Paul E. SUM, Eric M. USLANER, «Civil Society and Democratic Values in Romania and Moldova», *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 2, 2004, pp. 316-341.

[2] Beate VÖLKER, Henk FLAP, «Weak Ties as a Liability. The Case of East Germany», *Rationality and Society*, vol. 13, no. 4, 2001, pp. 397-428.

[3] William MISHLER, Richard ROSE, «What Are the Origins of Political Trust: Testing Institutional and Cultural Theories in Post-Communist Societies», *Comparative Political Studies*, vol. 34, no. 1, 2001, pp. 30-62.

[4] Robert D. PUTNAM, *Making Democracy Work*…cit.

[5] Gabriel BADESCU, «Social Trust and Democratization in the Post-Communist Societies», in Gabriel BADESCU, Eric M. USLANER (eds.), *Social Capital and the Transition to Democracy*, Routledge, New York, 2003, pp. 120-139.

[6] Kenneth NEWTON, «Social Trust and Political Disaffection: Social Capital and Democracy», ouvrage présenté à l'EURESCO Conference on Social Capital: Interdisciplinary Perspectives, Exeter, Royaume-Uni, 2001.

[7] Eric M. USLANER, «Trust and Civic Engagement in East and West», in Gabriel BADESCU, Eric M. USLANER (eds.), *Social Capital and the Transition to Democracy*, Routledge, New York, 2003, pp. 81-94.

Tableau 2
La fréquence des différentes actions politiques

	%
Membres des…partis politiques	3,8
…syndicats	6,4
…organisations religieuses	9,7
…organisations sportives	2,0
…organisations artistiques, musicales	1,8
…organisations écologistes	0,7
…associations professionnelles	1,7
…organisations humanitaires	1,2
Signé une pétition	5,8
Pris part à un boycott	1,0
Pris part à des démonstrations légales	6,0
Pris part aux dernières élections (2004)	86,3

Comme on peut voir dans le tableau ci-dessus, tant la participation conventionnelle que la protestation sont l'apanage d'une minorité. La participation dans les associations volontaires, caractéristique d'une société démocratique, est très rare[1]. Pourtant, outre les préconditions de l'héritage communiste, une autre explication de la participation réduite sont les ressources limitées dont les citoyens de la région disposent. La baisse continue du niveau de vie le long de la transition oblige les plus actifs, surtout les plus jeunes, à prolonger leur temps de travail. Comparé aux nécessités quotidiennes, le passe-temps devient une alternative de plus en plus difficile à suivre. Inhabitués dans leur passé avec la participation volontaire, les Roumains comprennent aujourd'hui que le temps leur manque pour de telles activités. En outre, le style de vie orienté vers le gain à tout prix semble avoir donné naissance à un égoïsme général. La réponse est la perception publique d'une iniquité criante et des demandes de rédistribution radicale[2]. Ce climat d'égoïsme, méfiance et frustration est aussi peu favorable à la participation civique qu'à la tolérance sociale[3]. Il y a encore une large méfiance dans les associations volontaires et leur efficacité, tout comme dans l'utilité du travail volontaire, de la coopération et de la participation politique[4].

Mais il y a encore un problème. La mesure même de la participation pourrait être invalide. Les quelques questions qui comptent surprendre le nombre d'associations où le citoyen serait actif ne couvre que partiellement le phénomène que nous

[1] Mălina VOICU, Bogdan VOICU, «Volunteering in Romania: a rara avis», in Paul DEKKER, Loek HALMAN (eds.), *The Value of Volunteering. Cross-cultural Perspectives. Nonprofit and Civil Society Studies*, Kluwer Academic Press, New York, 2003.

[2] Gabriel BADESCU, «Culture, income tax and social inequality in Romania», *Romanian Journal of Society and Politics*, vol. 4, no. 1, 2004, pp. 80-96; Bo ROTHSTEIN, Eric M. USLANER, «All for All: Equality and Social Trust», ouvrage présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Granada, Espagne, 2005.

[3] Dragoș DRAGOMAN, «Equality, Trust, and Tolerance. How Sense of Equality Affects Social Tolerance in Romania», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VI, no. 2, 2006, pp. 449-466.

[4] Paul SUM, «Political Mobilization in Romania. Social Capital, Socialization, and Political Participation», *Romanian Journal of Society and Politics*, vol. V, no. 1, 2005, pp. 33-55.

voulons étudier[1]. Dans la définition opérationnelle, Hooghe introduit une mesure de la participation passée dans le but d'éviter que les membres retirés de ces activités volontaires pour diverses raisons (changement du lieu de travail ou de la résidence, l'éducation des enfants, ainsi de suite) n'apparaissent comme des non-membres. De cette façon, l'auteur a réussi à mettre en évidence un effet significatif de la participation antérieure sur les valeurs d'égalité, neutralité, coopération et liberté (que nous attribuons couramment à la démocratie), mais aussi sur l'individualisme utilitariste, le sentiment d'impuissance politique, l'ethnocentrisme, l'autoritarisme et l'implication dans les problèmes du quartier. En outre, même la simple participation passive joue un rôle positif pour la confiance, la densité des réseaux sociaux et l'engagement civique[2].

Une dernière remarque est liée au niveau déclaré très élevé de participation au dernier scrutin national. Le niveau déclaré est bien supérieur à celui effectif en 2004 et à nombre d'autres scrutins tenus en Roumanie après 1989. Utilisant la base de données réalisée par Armingeon et Careja[3], nous avons calculé les moyennes de la participation à tous les scrutins pour la Chambre inférieure du Parlement roumain et pour la Présidence de la République. La moyenne pour le premier type de scrutin est de 73,7% (ayant un écart type de 7,13%, un minimum de 65,3% en 2000 et un maximum de 86,2% en 1990). Pour le second cas la moyenne est de 68,85% (ayant un écart type de 13,9%, un minimum de 50% en 2000 et un maximum de 86% en 1990). Peut-être les citoyens demandés ont répondu en pensant à différents scrutins organisés en 2004, car il y a une pratique en Roumanie que le gouvernement organise tous les scrutins dans la même année, aussi bien pour les mairies, les conseils locaux et de département, que pour la Chambre des Députés, le Sénat et la Présidence de la République. Cela pourrait expliquer le taux élevé de participation déclaré au dernier scrutin.

Qui participe en Roumanie ?

En Occident, la participation était dans les années '70 inégalitaire et elle continue d'être inégalitaire aujourd'hui, car elle dépend des conditions sociales et matérielles, des modes de socialisation et des conditions culturelles de la société. Dans la période de hausse de la protestation au sein des sociétés occidentales, elle était spécifique en grande mesure aux jeunes, aux hommes, à ceux éduqués et moins religieux, les fonctionnaires et les étudiants étant alors parmi les plus actifs. Les femmes, par contre, étaient nettement minoritaires dans les actions de protestation, comme les boycotts, les pétitions et les manifestations. Ce ne fut que graduellement qu'elles devinrent

[1] Marc HOOGHE, «Participation in Voluntary Associations and Value Indicators: The Effect of Current and Previous Participation Experiences», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 32, no. 1, 2003, pp. 47-69.

[2] Dag WOLLEBAEK, Per SELLE, «Does Participation in Voluntary Associations Contribute to Social Capital? The Impact of Intensity, Scope, and Type», *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 31, no. 1, 2002, pp. 32-61.

[3] Klaus ARMINGEON, Romana CAREJA, *Comparative Data Set for 28 Post Communist Countries 1989-2004*, Institut des Sciences Politiques, Université de Berne, 2004, http://www.ipw.unibe.ch/content/team/klaus_armingeon/comparative_political_data_sets/index_ger.html, consulté le 5.09.2011.

plus actives, les tendances étant même renversées dans certains pays[1]. Les inégalités liées à l'éducation n'ont pas suivi la même voie. Les nouvelles formes de participation ont conservé les différences d'éducation qui existaient entre les participants, comme Stolle et Hooghe le constatent en comparant les données des années '70 de Barnes et Kaase avec les résultats de 2002 de l'Enquête Sociale Européenne (European Social Survey)[2]. Étant données les inégalités sociales caractéristiques de la transition en Europe de l'Est, notre attente est que la participation soit spécifique aux jeunes en général et tout spécialement aux plus riches et éduqués. Il semble que nous avons eu raison. Le tableau au-dessous indique ce fait.

Tableau 3

L'activisme civique et la protestation en fonction des caractéristiques socio-démographiques

	Membres dans au moins une association (%)	La moyenne des scores de l'activisme sur l'échelle	Eta (Sig.)	Ont pris part à une activité de protestation, au moins (%)	La moyenne des scores de la protestation sur l'échelle	Eta (Sig.)
Tout le monde	6,0			9,6	0,13	
Sexe						
Hommes	5,9	0,08		12,0	0,17	
Femmes	6,1	0,08	0,004	7,7	0,10	0,073**
Age						
18-24 ans	6,5	0,07		9,8	0,14	
25-34 ans	7,8	0,10		5,9	0,07	
35-44 ans	4,5	0,06		12,2	0,18	
45-54 ans	5,7	0,10		12,6	0,19	
55-64 ans	7,6	0,10		11,0	0,13	
65 ans +	4,6	0,05	0,056	6,9	0,10	0,091**
Éducation						
Supérieure	4,0	0,14		25,0	0,33	
Moyenne	6,1	0,08		9,4	0,14	
Primaire	9,4	0,05	0,072*	5,0	0,07	0,203***
Occupation						
Manager/ direction	14,7	0,21		14,7	0,18	
Fonctionnaire/ cols blancs	10,5	0,15		23,6	0,34	
Ouvrier qualifié	7,8	0,11		10,1	0,16	
Ouvrier non-qualifié	0,8	0,02	0,134*	5,9	0,08	0,197***

La puissance du coefficient Eta et la signification des différences des moyennes des scores sont mesurées par ANOVA. Sig. *** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$.

[1] Ronald INGLEHART, Pippa NORRIS, *Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change Around the World*, Cambridge University Press, New York, 2003.

[2] Dietlind STOLLE, Marc HOOGHE, «An Empirical Exploration of New Forms of Participation», ouvrage présenté à l'ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Suède, 2004.

Comme on s'attendait, les différences entre les participants sont généralement importantes. Les hommes, les plus éduqués, ceux d'âge moyen et surtout les fonctionnaires et ceux qui occupent des positions de direction sont parmi les plus actifs. Il y a en même temps une différence entre les types de participation. Les distinctions entre les protestataires sont plus grandes que celles entre ceux qui participent à des actions conventionnelles. Parmi ces derniers, les seules différences sont liées à l'éducation et à l'occupation. Ceux ayant une éducation supérieure et des fonctions de direction participent plus fréquemment dans des associations volontaires. Les distinctions les plus évidentes sont au sein des protestataires, car elles sont liées aussi bien à l'éducation et à l'occupation, qu'à l'âge et au sexe. Le développement des actions de protestation dans les pays occidentaux, comme nous avons déjà vu, ont inclus au fur et à mesure des groupes exclus initialement du processus de participation politique. L'Enquête Sociale Européenne montre que des différences d'éducation persistent encore aujourd'hui, tout comme il y a encore des différences d'âge et de revenu. Les groupes d'âge moyen sont celles qui ont pris la tête de la protestation en Europe occidentale. L'explication est encore ambiguë: soit la génération protestataire a vieilli, soit les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus attirés par ces formes de protestation. C'est possible que le développement de ce type d'actions en Roumanie conduise à l'inclusion des groupes qui sont encore exclus. Mais, pour le moment, les différences entre les participants roumains sont importantes.

La protestation en Roumanie : des valeurs post-matérielles ou simple mécontentement ?

La protestation, en tant que forme distincte de participation politique, a représenté une surprise et a donné naissance à une grande controverse concernant ses causes. Barnes rappelle qu'au début la protestation a été étudiée dans, peut-être, la société occidentale la plus paisible, les États-Unis d'Amérique[1]. L'intérêt des chercheurs américains était notamment de déterminer les causes du changement du comportement du public. Car les nouveaux mouvements sociaux, comme les marches pour la paix et contre la guerre au Viêt-Nam, pour l'émancipation des femmes et le respect des droits des noirs, étaient tout à fait différents de ceux spécifiques aux années '50. Auparavant, les États-Unis n'avaient été confrontés qu'aux violences assez isolées, liées aux relations de travail dans le secteur industriel.

Il y a deux perspectives sur les protestataires. Certains auteurs soutiennent que ceux-ci ne diffèrent pas des autres participants politiques. Ils ressembleraient plutôt aux autres, membres des partis politiques et de ceux actifs dans les associations volontaires. La protestation ne serait, à leur avis, qu'une autre forme de participation, même si nouvelle, à vrai dire. Ces auteurs supposent que les manifestants prennent part aussi bien aux formes traditionnelles de participation[2]. D'autres auteurs considèrent les protestataires comme étant différents. Ils ne participeraient pas aux formes plus traditionnelles et voteraient moins. Le changement de la participation

[1] Samuel H. BARNES, «Perspectives on Political Action…cit.».

[2] Pippa NORRIS, Stefaan WALGRAVE, Peter VAN AELST, «Who Demonstrates: Anti-State Rebels, or Conventional Participants? or Everyone?», *Comparative Politics*, no. 2, 2005, pp. 251-275.

ne ferait que suivre la tendance générale de la société occidentale dans les années '70, qui passe des valeurs matérielles, de subsistance, aux valeurs post-matérielles, liées à l'expression du soi, la valorisation de l'égalité et la protection de la liberté d'opinion[1]. Par contre, dans les sociétés postcommunistes en transition, les protestataires sont moins satisfaits par cette transition et considèrent que les systèmes politique et économique ne satisfont pas les attentes et les demandes des citoyens. Dans telles sociétés, qui découvrent à présent le capitalisme, les valeurs post-matérielles ne pourraient pas jouer un rôle trop important. Ceux qui protestent dans les pays de la région ne seraient pas semblables aux jeunes post-matérialistes qui marchent dans les rues de Bruxelles, Paris, Hambourg ou Londres[2]. Y a t-il une différence entre les types de participation en Roumanie? Les personnes qui prennent part aux formes conventionnelles et non-conventionnelles sont elles les mêmes? Nous en parlerons plus tard. Voyons pour l'instant en quoi pourraient être différents les protestataires des autres participants.

La hausse des activités de protestation a été liée au changement général des valeurs sociales. Les valeurs post-matérielles ont été préférées de plus en plus à celles matérielles, d'où un changement d'attitude envers la politique et ses institutions[3]. Est-ce le cas de la Roumanie, un pays qui vient d'achever la transition du communisme à l'économie de marché et où la domination des valeurs matérielles ne serait plus que probable? Si les protestataires occidentaux sont des jeunes avec des valeurs postmodernes, quelles sont les valeurs que partagent les protestataires roumains? Utilisant les questions de World Values Survey, on s'attend à ce que les citoyens roumains acceptent des valeurs comme la protection du droit de parler et un plus grand pouvoir des gens dans la discussion des problèmes publics, et qu'ils valorisent moins la lutte contre la hausse des prix ou le maintien de l'ordre dans le pays.

Tableau 4
Valeurs matérielles et post-matérielles en Roumanie

Si vous devriez choisir, quelle option serait la plus importante?	Premier choix (%)	Second choix (%)
Le maintien de l'ordre dans le pays	40,8	23,4
Les gens devraient avoir plus d'influence dans les décisions importantes du gouvernement	13,6	16,7
La lutte contra la hausse des prix	34,2	35,0
La protection de la liberté de parler	6,3	16,2
NS/NR	5,2	8,7

Comme on peut voir dans le tableau ci-dessus, le maintien de l'ordre et la lutte contre la hausse des prix sont de loin plus importantes que la liberté de parler ou le pouvoir de décision des citoyens. Nous avons construit un indicateur des valeurs post-matérielles en utilisant les questions sur les valeurs prioritaires. Il n'y a que 4,6%

[1] Ronald INGLEHART, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

[2] Eric M. USLANER, «Bowling Almost Alone: Political Participation in a New Democracy», ouvrage présenté à l'ECPR Joint Sessions of Workshops, Uppsala, Suède, 2004.

[3] Ronald INGLEHART, *Culture Shift in Advanced Industrial Societies*, Princeton University Press, Princeton, 1990.

de tous les citoyens demandés qui présentent des valeurs post-matérielles, situation plus que naturelle dans un pays relativement pauvre, qui découvre la tentation et les contraintes du capitalisme. Il ne faut pas oublier que le PNB de la Roumanie (per capita) est bien inférieur à la moyenne des pays de l'Union Européenne et que la moyenne des gens ayant une éducation supérieure est moindre que la moyenne européenne[1]. La transition paraît donc plus favorable au développement des valeurs matérielles. Mais c'est bien possible aussi que les protestataires soient plus enclins vers les valeurs post-matérielles en occurrence.

L'une des plus importantes valeurs post-matérielles est la protection de l'environnement. Dans les États occidentaux il y a eu dans les années '70 un intérêt croissant pour la protection de l'environnement, les activités des associations écologistes, l'apparition des agences gouvernementales, l'adoption de nombreux règlements nationaux et conventions internationales. L'écologisme est devenu ainsi une force politique significative. Le cas roumain est tout à fait différent. La transition économique a encouragé le développement et les valeurs matérielles. En Roumanie, il n'y a pas de parti vert dans le Parlement. La mesure de l'intérêt pour les problèmes de l'environnement dans l'enquête est assez basse. Il n'y a que 47,2% des citoyens qui considèrent que la protection de l'environnement devrait être prioritaire, même si elle ralentit la croissance économique et favorise le chômage. La plupart des gens tiennent pour très importants des sujets tels le réchauffement de la planète, l'extinction de certaines espèces végétales et animales, la pollution des rivières, des lacs et des océans. Ils sont moins nombreux à se déclarer prêts à céder une part de leurs revenus ou à accepter une hausse des taxes et des impôts, s'ils étaient certains que cet argent serait dépensé pour la réduction de la pollution. Ces gens-là, ils sont les vrais écologistes. Comme Norris le rappelle, les écologistes occidentaux sont les plus enclins vers les actions de protestation[2]. C'est aussi bien le cas de la Roumanie, comme on le verra par la suite.

Mais la protestation pourrait signifier en Roumanie (et dans d'autres pays de la région) plutôt l'existence d'un mécontentement des gens avec les conditions sociales et économiques de la transition, considère Uslaner[3]. Elle serait une mesure évidente d'une hypothèse du «modèle de la légitimité»: la participation conventionnelle représente un soutien pour le système politique, tandis que la protestation révèle des sentiments de frustration et mécontentement. Il a été déjà démontré que les protestataires occidentaux s'intéressent moins à la politique et sont plus critiques quant au fonctionnement de la démocratie[4]. Il faut voir si, en Roumanie, ceux qui protestent sont ceux déçus par la transition et les plus mécontents. Il serait alors possible qu'ils soient les premiers à s'éloigner de la politique démocratique s'ils s'intéressent moins à la politique, ne font pas confiance au Parlement, s'orientent vers les extrêmes et rejettent la démocratie. Nous allons examiner de près les deux hypothèses de la protestation, en tant que

---

[1] Alan HESTON, Robert SUMMERS, Bettina ATEN, *Penn World Table Version 6.2*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices at the University of Pennsylvania, 2006.

[2] Pippa NORRIS, «Democratic Phoenix…cit.».

[3] Eric M. USLANER, «Bowling Almost Alone…cit.».

[4] Pippa NORRIS, «Young People and Political Activism: From the Politics of Loyalties to the Politics of Choice?», Report for the Council of Europe Symposium: «*Young People and Democratic Institutions: from Disillusionment to Participation*», Strasbourg, France, 2003; Therese O'TOOLE, «Engaging with Young People's Conceptions of the Political», *Children's Geographies*, vol. 1, no. 1, 2003, pp. 71-90.

forme quelconque d'expression politique, ou comme un coup donné à la légitimité du système politique démocratique. Pour cela nous allons utiliser des mesures de la sociabilité (les activités dans les associations civiques, syndicats, organisations politiques et, finalement, la confiance sociale), des mesures de l'intérêt politique, du soutien pour le système politique (la confiance dans le Parlement, le soutien de la démocratie en Roumanie, la lutte contre la corruption) et des mesures des valeurs politiques (l'idéologie centriste, l'écologisme et le postmatérialisme).

La confiance est tenue pour une ressource essentielle de la coopération[1]. Un type de confiance, la confiance sociale, ce qui veut dire la confiance que les gens font aux autres, est très importante pour le fonctionnement des régimes démocratiques[2]. Tandis que certains auteurs relient la confiance sociale à la confiance politique et les présentent toutes les deux comme des ressources de la démocratie, d'autres auteurs contestent cette relation[3]. Nous savons déjà que les deux types de confiance sont également réduites en Roumanie[4]. Mais nous ne savons pas encore si les protestataires font moins confiance aux autres citoyens et au régime politique. De l'autre côté, la confiance sociale est une ressource importante pour toute action de protestation, car elle réduit les coûts estimés de la participation et favorise l'estimation optimiste des bénéfices[5]. Quant à la confiance politique, elle est exprimée par la confiance dans le Parlement en tant qu'institution essentielle de la démocratie[6].

On peut mesurer le soutien pour la démocratie en tant qu'idéal démocratique, mais on peut le faire en mesurant le soutien pour un régime réel. Selon Mishler et Rose, ce soutien peut être mieux mesuré quand on considère la démocratie comme un système politique en compétition avec des alternatives possibles[7]. Ces régimes alternatifs ne sont pas seulement hypothétiques, mais réels, ce sont les régimes que les citoyens de la région ont connus dans le passé. C'est justement l'acceptation de ces alternatives qui fait la différence entre les pays ex-communistes et non pas l'évaluation de la démocratie en tant qu'idéal[8]. La première alternative serait le gouvernement effectif du président, sans aucun appel à un Parlement élu et aux partis qui forment le gouvernement. Les pays de l'Europe du Sud ou de l'Amérique Latine ont fait l'expérience de tels régimes[9]. La seconde alternative serait un gouvernement d'experts,

---

[1] Francis FUKUYAMA, *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Free Press, New York, 1995.

[2] Eric M. USLANER, «Trust as a Moral Value», ouvrage présenté à l'EURESCO Conference on Social Capital: Interdisciplinary Perspectives, Exeter, Royaume-Uni, 2001.

[3] Kenneth NEWTON, «Social Trust and Political Disaffection…cit.».

[4] Eric M. USLANER, Gabriel BADESCU, «Making the Grade in Transition: Equality, Tranparency, Trust, and Fairness», ouvrage présenté à l'European Consortium for Political Research Joint Sessions of Workshops, Granada, Espagne, 2005.

[5] Michelle BENSON, Thomas A. ROCHON, «Interpersonal Trust and the Magnitude of Protest. A Micro and Macro Level Approach», *Comparative Political Studies*, vol. 37, no. 4, 2004, pp. 435-457.

[6] Kenneth NEWTON, «Trust, Social Capital, Civil Society and Democracy», *International Political Science Review*, vol. 22, no. 2, 2001, pp. 201-214.

[7] William MISHLER, Richard ROSE, «Political Support for Incomplete Democracies: Realist vs. Idealist Theories and Measures», *International Political Science Review*, vol. 22, no. 4, 2001, pp. 303-320.

[8] Richard ROSE, William MISHLER, Christian HAERPFER, *Democracy and Its Alternatives: Understanding Post-Communist Societies*, Polity Press, Cambridge, 1998.

[9] Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*…cit.

de hauts fonctionnaires, qui prennent les meilleurs décisions qu'ils considèrent pour le sort du pays. Cette alternative a été présentée dans les pays ex-communistes comme une option pour le manque d'expérience des partis dans les questions économiques et administratives[1]. Il n'est pas clair, toutefois, si cette alternative exprime réellement un penchant non-démocratique ou le désir d'une compétence de management, efficacité économique et neutralité partisane. La troisième et dernière alternative serait un gouvernement militaire. Même s'il était très répandu encore il y a trois décennies en Amérique Latine et l'est encore en Afrique, ce type de régime n'est pas étranger aux pays de l'Europe de l'Est[2]. La Roumanie, par exemple, a été dirigée par un maréchal pendant la Seconde Guerre mondiale. À l'aide de ces questions, nous construisons un indicateur du soutien de la démocratie et du rejet des alternatives non-démocratiques.

Tableau 5
Le soutien du régime démocratique, en pourcents

Comment serait-il pour la Roumanie…	Très bien	Bien	Mauvais	Très mauvais	NS/ NR
Être dirigée par un dirigent fort, qui ne perd pas de temps avec le Parlement et les élections	28,9	36,8	12,9	5,4	16,0
Des experts/professionnels, et non pas le gouvernement, prennent les décisions	22,6	37,6	14,9	3,8	21,1
Être dirigée par l'armée	5,2	11,5	35,2	30,2	17,7
Avoir un système politique démocratique	47,2	36,0	3,6	0,8	12,4

Finalement, nous sommes intéressés par l'effet des attitudes sociales. Idéologiquement parlant, les Roumains s'orientent plutôt vers le centre. Sur une échelle partant de 1 (gauche) et jusqu'à 10 (droite), la plupart se retrouvent au centre, autour de 5. La moyenne est 5,99 et la médiale est 6. En conséquence, nous allons tenir pour centristes ceux qui se placent entre 5 et 6, tenant les autres pour des partisans de droite et de gauche. Ensuite, on constate que les Roumains sont en grande majorité peu intéressés (34,3 %) et pas du tout intéressés par la politique (32,9 %). C'est possible que les protestataires se retrouvent dans cette catégorie. Comme nous soulignions plus haut, parmi les valeurs sociales nous comptons aussi l'écologisme et les valeurs post-matérielles. On s'attendrait qu'elles soient plus importantes pour la participation non-conventionnelle, en plein accord avec l'hypothèse de la transformation de l'activisme.

À coté de toutes ces variables nous allons introduire dans nos modèles explicatifs des variables de contrôle sociales et démographiques, comme l'âge, le sexe, l'éducation et l'occupation. Nous savons déjà qu'elles sont importantes pour les deux types de participation, les plus grandes différences étant enregistrées dans le cas de la protestation. En introduisant les variables dans les modèles de régression, nous constatons que certaines différences entre les deux types de participation persistent. Le tableau au-dessous présente l'effet des variables choisies sur l'activisme civique et la

[1] David STARK, László BRUSZT, *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, New York, 1998.

[2] Guillermo O'DONNELL, Phillipe SCHMITTER, Laurence WHITEHEAD (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule. Prospects for Democracy*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1986.

protestation, en indiquant les valeurs des coefficients non-standardisés et standardisés b, l'erreur standard (standard error), beta et le niveau de signification des mesures.

Tableau 6
L'explication de la participation civique et de la protestation

	Activisme civique			Protestation		
	b	s.e.	beta	b	s.e.	beta
(Constant)	0,110	0,342		-0,730	0,221	
Structure sociale						
Age	0,007	0,005	0,082	0,007	0,003	0,136***
Sexe (masculin)	0,102	0,101	0,050	0,05	0,065	0,038
Education	0,243	0,098	0,125**	0,192	0,064	0,155***
Occupation	-0,003	0,010	-0,016	0,003	0,006	0,026
Attitudes de motivation						
Intérêt politique	-0,07	0,062	-0,063	0,07	0,040	0,096*
Confiance sociale	0,104	0,129	0,041	-0,06	0,083	-0,042
Centrisme politique	-0,02	0,100	-0,012	-0,02	0,065	-0,021
Post-matérialisme	-0,007	0,084	-0,005	0,149	0,054	0,141***
Ecologisme	0,116	0,055	0,105**	0,04	0,036	0,065
Soutien pour le régime						
Soutien pour la démocratie	-0,02	0,055	-0,025	-0,04	0,036	-0,068
Confiance politique	-0,132	0,069	-0,103*	0,02	0,045	0,033
Satifaction avec la lutte contre la corruption	-0,03	0,028	-0,064	-0,001	0,018	-0,005
Sociabilité						
Activisme civique				-0,04	0,034	-0,069
Membre des partis	0,595	0,103	0,288****	0,116	0,069	0,088*
Membre des syndicats	0,124	0,081	0,077	0,156	0,052	0,151***
R carré	0,122			0,103		

Regressions OLS. * p < 0,1; ** p < 0,05; *** p < 0,01; **** p < 0,001.

Discussion et conclusions

Si nous examinons de près les modèles de régression, on remarque vite quelques traits saillants de la participation politique roumaine. On constate très vite une distinction nette entre les types d'activisme politique, distinction remarquée aussi par Uslaner[1]. Ensuite, la structure sociale joue un rôle plus important pour la protestation, comme l'on s'y attendait. Mais si ceux qui protestent sont les plus éduqués, ils ne sont pas nécessairement les plus jeunes. En même temps, on voit qu'ils présentent des valeurs différentes de celles des autres citoyens. Les activités de protestation sont liées, surprenant ou pas, aux valeurs post-matérielles. Même si ces valeurs sont minoritaires à l'échelle de la société, elles sont spécifiques à ceux qui protestent plus fréquemment.

[1] Eric M. USLANER, «Bowling Almost Alone…cit.».

Quant à l'explication de la protestation, les modèles de régression ne sont pas très évidents. On ne peut pas dire qu'ils soutiennent nettement l'hypothèse de la légitimité et qu'ils excluent celle de la participation sous d'autres formes. Mais le soutien que les protestataires offrent au régime démocratique pourrait être un bon argument contre l'hypothèse de la légitimité. En outre, ceux qui présentent la moindre confiance politique sont les participants conventionnels mêmes. Et ce sont toujours eux qui sont moins intéressés par la politique. Aucun type de participation n'est lié de façon significative au soutien de la démocratie comme régime en compétition, et ni l'un ni l'autre ne sont pas liés à la satisfaction concernant la lutte contre la corruption menée par les autorités roumaines. On s'attendait que les plus mécontents de la lutte contre la corruption soutiennent moins la démocratie, mais ce n'est pas le cas. La différence entre les types de participation est le comportement politique des citoyens: l'appartenance aux partis politiques est la meilleure explication de la participation conventionnelle, tandis que l'appartenance aux syndicats l'est pour celle non-conventionnelle. En conclusion, ceux qui protestent ne sont pas ceux qui participent aux associations, tandis que la confiance sociale ne joue aucun rôle dans la participation politique, chose remarquée antérieurement par Uslaner[1].

La protestation est donc associée, en Roumanie, au syndicalisme. Or il est vrai que certains mouvements syndicaux ses sont démontrés contestataires du régime démocratique, si l'on pense aux actions des gueules-noires qui ont fait la une de nombreux journaux occidentaux dans les années '90[2]. Il n'est pourtant pas suffisant pour tenir la protestation en Roumanie pour une activité politique de contestation de la légitimité du régime démocratique, comme ce fut le cas des marches des mineurs. En même temps, ceux qui protestent sont caractérisés par des valeurs post-matérielles, même si ces valeurs sont plutôt une exception à l'échelle de la société roumaine. Ils apprécient davantage la liberté d'expression et rejettent les formes d'autorité. Ils peuvent être tenus plutôt pour les défenseurs et les promoteurs de la liberté, que pour des citoyens aliénés et hostiles à la démocratie. Le désir de liberté, une composante du post-matérialisme, est par ailleurs l'une des plus fortes causes de la démocratisation au niveau mondial[3]. Les protestataires ressemblent plutôt aux activistes civiques, qu'au public. À côté de ceux-là, ils sont un espoir pour la dissémination des valeurs démocratiques en Roumanie, malgré une participation politique très réduite et manifestement inégalitaire. Et nous disons «espoir», car il n'y a pas de garantie que la participation actuelle pourra faire naître des leaders d'opinion qui contraignent les élites politiques en vue d'un fonctionnement efficace et responsable du système politique[4]. Il est pourtant vrai que la participation politique peut se développer rapidement en Roumanie, dans les conditions de la consolidation du capitalisme et de la satisfaction des besoins matériels, suivies d'une explosion des valeurs post-matérielles. Par contre, le type de participation peut brûler les étapes, en se connectant déjà aux formes non-conventionnelles et aux tendances occidentales actuelles, dans les nouvelles conditions de l'âge de l'information et de l'intégration européenne.

---

[1] IDEM, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge University Press, New York, 2002.

[2] John GLEDHILL, «States of Contention: State-Led Political Violence in Post-Socialist Romania», *East European Politics and Societies*, vol. 19. no. 1, 2005, pp. 76-104.

[3] Christian WELZEL, Ronald INGLEHART, «Liberalism, Postmaterialism, and the Growth of Freedom», *International Review of Sociology*, vol. 15, no. 1, 2005, pp. 81-108.

[4] Gabriel BADESCU, Paul E. SUM, Eric M. USLANER, «Civil Society and Democratic Values…cit.»; Dragoș DRAGOMAN, «Civic Engagement and Democracy in Romania and Bulgaria», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VI, no. 3, 2006, pp. 599-615.

ANNEXE

La composition et le codage des variables

Structure sociale	
Age	Continuel
Sexe (masculin)	Masculin 1, féminin 0
Éducation	14 catégories (1 sans éducation, 14 doctorat)
Occupation	4 catégories (1 ouvrier non-qualifié, 4 manager/patron)
Attitudes de motivation	
Intérêt politique	Quatre catégories (1 pas du tout intéressé, 4 très intéressé)
Confiance sociale	1 on peut faire confiance à la plupart des gens, 0 ça vaut mieux se méfier dans les relations avec les gens
Centrisme politique	Sur l'échelle 1 (gauche) – 10 (droite), le centre: 5, 6
Post-matérialisme	Échelle additionnelle de deux items. Trois catégories de valeurs (0 matérielles, 1 mixtes, 2 post-matérielles). Crombach's Alpha = -2,6020.
Écologisme	Échelle additionnelle de deux items: l'accord avec la hausse des taxes, respectivement avec la donation d'argent, en vue de la protection de l'environnement. Trois catégories (0 désaccord avec les deux items, 1 accord avec l'un des items, 2 accord avec les deux items). Crombach's Alpha = 0,9088.
Soutien du système	
Soutien pour la démocratie	Échelle additionnelle de deux items. Désaccord avec les trois alternatives non-démocratiques et l'accord avec le système politique démocratique (Crombach's Alpha = 0,8386).
Confiance politique	Confiance dans le Parlement: Quatre catégories (1 pas du tout / très réduite, 4 très grande)
Satisfaction avec la lutte contre la corruption	Échelle additionnelle de trois items: la satisfaction avec la lutte menée par le gouvernement, la police et la justice contre la corruption. Pour chaque item, quatre catégories (1 très peu satisfait, 4 très satisfait). Crombach's Alpha = 0,8328.
Sociabilité	
Activisme civique	Échelle additionnelle de la participation en huit types d'associations (religieuses, sportives et de récréation, éducatives-culturelles, écologistes, professionnelles, humanitaires ou charitables, associations des consommateurs ou d'autre type), 1 membre, 0 non-membre (Crombach's Alpha = 0,9571).
Protestation	Échelle additionnelle de trois types d'activités déroulées les dernières cinq années (signé une pétition, pris part aux manifestations et aux boycotts), 1 oui, 0 non (Crombach's Alpha = 0,9370).
Membre des partis	1 membre, 0 non-membre
Membre des syndicats	1 membre, 0 non-membre